

Soudain, face à François Hollande, une femme donne un visage au chômage

LE MONDE | 10.08.2013 à 11h28 • Mis à jour le 11.08.2013 à 08h35 | Par Pascale Krémer

Pendant deux ou trois minutes, une femme fluette au verbe posé a incarné, face au président de la République, ce chômage qu'il a érigé en priorité gouvernementale. Nathalie Michaud a transformé l'abstraction – les 3 538 500 demandeurs d'emploi – en un visage, un regard, une trajectoire de vie bien réels, et bien rudes.

François Hollande, que cette quinquagénaire, chômeuse de longue date, a interpellé lors d'une visite au Pôle emploi de La Roche-sur-Yon (Vendée) mercredi 7 août, lui racontant son retour obligé au domicile parental, s'en est trouvé déstabilisé, comme pressé de fuir cette réalité qui s'imposait à lui. L'image, gênante pour la communication du chef de l'Etat, a fait le tour de la Toile et des télévisions.

"Je ne voulais pas l'embarrasser ni déclencher un tel bazar", assure au Monde Mme Michaud, sollicitée depuis quelques jours par tous les organes de presse. Les sites d'information et les réseaux sociaux ont bruissé de folles rumeurs – l'Elysée aurait trouvé un emploi à la chômeuse, le président aurait prévu de la recevoir...

A entendre Nathalie Michaud, si pondérée, s'effaçant sans cesse derrière plus malheureux qu'elle, on imagine combien il a dû lui en coûter d'"étaler sa vie". "Je ne voulais pas mendier un emploi, juste glisser quelques mots au président sur les seniors. C'est bien de s'occuper des jeunes, mais pour nous qui devons tenir encore quinze ans, quelles mesures sont prises ?"

Avant l'arrivée de M. Hollande à l'agence Pôle emploi qu'elle fréquente depuis treize ans, Nathalie Michaud y a donc poliment présenté sa requête. Un échange, même bref avec le président, n'est pas au programme, lui a-t-on fait comprendre. Avant que "des hommes avec une oreillette" ne l'évacuent comme un problème insoluble.

C'est donc depuis l'escalier extérieur, à la volée, qu'elle a tenté son opération de sensibilisation du président. Il a coupé court, ne songeant pas même à la convier à l'intérieur. Alors, le lendemain, la sympathisante socialiste a cherché l'adresse de l'Elysée sur Internet, et rédigé un courrier amer. "La France d'en bas dont il parlait dans ses discours de campagne est devenue une France du gouffre qu'il a du mal à entendre..."

"A LA FIN, ON ME REMERCIE D'AVOIR SI BIEN TRAVAILLÉ"

Pas du genre à crier misère, la Vendéenne ne s'est pas appesantie par écrit sur son parcours de vie. Sur ces treize dernières années chaotiques où, revenue à 40 ans d'une expatriation au Maroc après avoir divorcé, elle a attrapé "tous les boulots qui se présentaient" à une détentrice de DEUG de psychologie doté d'une expérience marocaine d'institutrice.

Contrat emploi solidarité comme surveillante de collègue (deux ans), poste en maternelle (deux ans), au service municipal de la scolarité (huit mois), à la direction départementale de l'agriculture (huit mois), à la Maison sociale agricole (un an et demi), à l'Urssaf (cinq mois), à la direction

départementale des territoires et de la mer (quatre mois), au service pénitentiaire d'insertion (trois mois)... "A la fin, résume-t-elle, on me remercie d'avoir si bien travaillé, mais on n'a pas le budget pour me garder."

Entre deux CDD payés au smic s'intercalent trois mois, six mois de chômage. C'est une vie sans les plaisirs de la vie. Mais elle peut financer son HLM, sa connexion Internet, sa Clio antédiluvienne et son fils étudiant. Pas de quoi se plaindre. Jusqu'à ses 50 ans. "A partir de là, tout se bloque." Même les agences d'intérim n'ont plus rien pour elle.

"Depuis un an et demi, raconte-t-elle, je cherche, je cherche, n'importe quel type de boulot, même vendeuse, même aide-ménagère. Rien." Si elle avait un entretien, elle saurait vendre son énergie intacte, sa motivation hors du commun, ses multiples expériences, l'évidence de sa fidélité future à l'entreprise. Même l'impossibilité d'une grossesse. "Mais je n'ai jamais d'entretien !"

Depuis novembre 2012, l'indemnité chômage s'est réduite en Allocation spécifique de solidarité. 490 euros par mois. Nathalie Michaud a dû quitter son HLM, se refaire une place, avec son fils de 21 ans, dans la maison de sa mère de 76 ans. Là même où elle a grandi. "A 50 ans, revenir à la case départ alors que je n'ai jamais cessé de me battre, cela donne un sentiment d'échec complet." Sa mère comprend, qui la voit se démener. Elle se fait du souci. Où irait sa fille s'il lui arrivait quoi que ce soit ?

"FAUT PAS LÂCHER"

La fille, elle, culpabilise. D'inquiéter une mère qui mérite le repos. D'accepter les invitations de copines au restaurant – alors elle ne sort plus. De ne pas trouver d'emploi. Qu'est-ce qui cloche ? "Tous les chômeurs la ressentent, cette culpabilité, même en temps de crise." La voilà qui, comme sur les marches de Pôle emploi, parle d'un coup au nom de tous les naufragés du travail. "Un jour ou l'autre, on entend quelqu'un qui n'a jamais connu le chômage dire que si l'on veut trouver du travail, on en trouve. Cela mine, on se sent seul. Faut pas lâcher, sinon on finit par s'immoler devant un Pôle emploi."

Le 26 août, Nathalie Michaud doit signer avec le proviseur d'un lycée un contrat aidé d'assistante d'éducation. Un mi-temps à 500 euros mensuels, assorti d'une formation. Soudain, sa brutale notoriété l'effraie. "Il ne faudrait pas que le proviseur renonce en pensant que je suis une agitatrice." Loin d'elle l'idée qu'il ait pu noter son courage et sa détermination.

Pascale Krémer

Journaliste au Monde